



Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°7 | Octobre 2024

L'AVENIR DE L'UKRAINE : « GAGNER OU NE PAS ÊTRE »


Fondation Pierre du Bois
pour l'histoire du temps présent

Gilles Grin *

L'AVENIR DE L'UKRAINE : « GAGNER OU NE PAS ÊTRE »

Deux jours à Kyiv

Pour la deuxième année consécutive, j'ai eu l'honneur d'être invité à prendre part à la réunion annuelle de la Yalta European Strategy (YES) à Kyiv.¹ Cette rencontre du plus haut niveau s'est tenue les 13 et 14 septembre 2024. Dans cette grande conférence internationale sur l'Ukraine et sa place en Europe et dans le monde, la guerre d'agression russe, initiée en 2014 et portée à la hauteur d'une guerre totale contre l'Ukraine depuis l'invasion du 24 février 2022, se trouvait naturellement au cœur des discussions.

Les premières éditions de la YES ont eu lieu, jusqu'en 2013, à Yalta en Crimée. À la suite de l'annexion unilatérale et illégale de la Crimée par la Russie en 2014, les éditions suivantes de la conférence ont eu lieu à Kyiv, la capitale de l'Ukraine. Depuis 2022, du fait de la guerre totale, il n'est plus possible de s'y rendre par avion. Seules demeurent les options du transport routier et ferroviaire. J'aimerais recommander à quiconque serait tenté de relativiser l'horreur de l'attaque russe de prendre un train de nuit pour Kyiv et d'entendre les Ukrainiennes et les Ukrainiens parler de leur pays bien-aimé.

Lorsque l'on arrive à Kyiv, on est saisi par la beauté du centre-ville et le fait que la vie y semble normale au premier abord. Le centre historique se trouve sur une colline située à côté du Fleuve Dniepr. On peut flâner dans de beaux parcs très populaires auprès des habitants. De larges avenues, parfois pavées, créent un sentiment d'espace. La coexistence de styles architecturaux distincts et la présence de couleurs vives montrent différentes strates de l'activité humaine. La superbe cathédrale Sainte-Sophie et le monastère Saint-Michel-au-Dôme-d'Or m'ont beaucoup impressionné. Je ne peux oublier les grandes fresques et les encens à l'intérieur du second, créant un sentiment d'harmonie si particulier.

À proximité de mon hôtel se trouve une place jonchée de carcasses de véhicules militaires russes détruits lors de l'assaut infructueux sur la ville en février 2022. Plus loin, sur l'avenue conduisant à la Place Maïdan, je me suis senti



Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°7 | Octobre 2024

quelque peu oppressé par des bâtiments imposants de l'ère stalinienne et des voitures sans doute trop présentes. La Place Maïdan est un lieu emblématique qui m'a rappelé les révolutions de 2004 (révolution orange) et de 2014 (révolution de la dignité). Sur la place même, j'ai été très ému par la multitude de photos de soldats morts récemment et la pluie d'hommages qui leur est rendue.

Il était samedi en deuxième partie d'après-midi, lors de cette fin d'été 2024, lorsque je déambulais dans la ville en compagnie de mon collègue Lucian Kim, un expert de l'Ukraine auprès de l'International Crisis Group qui m'a offert le beau cadeau d'être mon guide pour une visite extraordinairement marquante.² Il faisait beau et chaud. Les gens dans les parcs et sur les terrasses semblaient rendre irréaliste la guerre. Pourtant, elle était bel et bien là, tapie dans des recoins cachés dont elle allait s'extraire pour se rappeler à nous. Durant mon séjour, il y eut deux alarmes anti-aériennes. Je pensais à l'Angleterre de la Seconde Guerre mondiale. Autre lieu, autre temps, mais toujours cette maléfique politique de vouloir prendre en otage la population civile et casser son moral par des actes de terreur.

Sans doute épuisé par le changement de saison et le long trajet vers Kyiv, après une première journée de conférence extrêmement dense et passionnante, je me résolus à l'impensable : aller me reposer dans un lit confortable et immobile après avoir mis des protections auditives. Je n'entendis pas l'alarme nocturne vers une heure et demie du matin et qui dura, m'a-t-on dit, deux heures. Elle était apparemment due à des drones iraniens. Heureusement, rien ne se passa pour moi. Mais je ne cesse de penser, jour après jour, aux civils innocents pris en otage par le régime russe ainsi qu'aux militaires héroïques qui donnent le meilleur d'eux-mêmes, parfois jusqu'à leur vie, pour défendre des valeurs de démocratie et de civilisation que l'on ne doit jamais considérer comme acquises.

Au début de la conférence, le président Volodymyr Zelenski a repris et adapté la fameuse expression de William Shakespeare, déclarant que l'avenir était de « gagner ou ne pas être ». Voilà qui va à l'essentiel et rappelle que l'État russe, qui a agressé son voisin, veut détruire à la fois l'État, la nation, l'identité et la culture de l'Ukraine.³ Volodymyr Zelenski a aussi affirmé que la guerre a tout changé, y compris et peut-être surtout les gens. L'espoir est que cette guerre puisse transformer l'Europe et le monde dans leur attitude envers la Russie et l'autocratie, afin qu'il puisse en ressortir un monde meilleur.

Mon objectif dans ce papier d'actualité est de présenter une synthèse de la conférence 2024 de la YES en m'appuyant sur les propos des divers intervenants. Cela devrait donc permettre de dresser un état des lieux concernant la guerre d'Ukraine et les perspectives mondiales.

Soutenir l'Ukraine

L'importance cruciale du soutien à l'Ukraine a été soulignée lors de la conférence. Il s'agit de permettre à l'Ukraine d'entamer le moment venu des négociations de paix en se trouvant en position de force, c'est-à-dire en ayant pratiquement repris la possession de son territoire et expulsé les forces d'occupation russes (qui contrôlent environ un cinquième du territoire ukrainien). L'accord de paix à rechercher ensuite devra contenir des éléments de justice



Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°7 | Octobre 2024

et de sécurité. À noter que, jusqu'à aujourd'hui, 136'000 cas de crimes de guerre russes ont été documentés. L'élément cardinal devra être d'éviter que la guerre ne puisse recommencer à l'avenir.

Une corrélation positive est mise en avant entre le soutien militaire à l'Ukraine et la probabilité pour cette dernière de gagner la guerre face à la Russie. La force de la propagande russe est d'arriver à faire croire à de larges cercles internationaux qu'un soutien militaire accru à l'Ukraine augmente le risque d'escalade et d'une guerre entre l'OTAN et la Russie. En réalité, plus le soutien à l'Ukraine sera important, moins le risque d'escalade entre l'OTAN et la Russie sera élevé.

L'Ukraine ne dispose que de 30 à 35% de ce qui lui est nécessaire pour pouvoir gagner la guerre. L'Ouest a largement conscience qu'il faut aider le pays. Intellectuellement, il n'y a pas de problème. Il y a en revanche une lacune du côté pratique, qui est difficile à combler. L'erreur en matière de soutien a été de penser par étapes et de ne pas avoir fait suffisamment au début. Si l'Ukraine perd la guerre, la Russie ne s'arrêtera pas là. Le problème est que certains le croient à tort. La Russie déstabilise les pays frontaliers de multiples façons, par exemple en favorisant l'arrivée de nombres importants de réfugiés.

Un militaire ukrainien issu du monde de la culture a résumé ainsi la situation : l'Ukraine reçoit assez d'armes pour ne pas perdre, mais pas assez pour gagner. L'Ouest est saisi de peurs comme celle d'une Russie qui se fragmenterait ou celle d'une guerre nucléaire.

À ce jour, l'Ukraine a reçu 120 milliards d'euros d'aide non-militaire, surtout sous forme d'assistance financière. Le moment est crucial si le soutien américain devait s'arrêter. Le ministre polonais des Affaires étrangères Radosław Sikorski estime que l'Europe peut se le permettre et qu'elle dispose de l'argent et des capacités de production nécessaires.

L'ancien Premier ministre français Gabriel Attal tient des propos très clairs. L'Ukraine doit gagner et elle gagnera. Cette guerre est la nôtre. La démocratie et la liberté sont en jeu. Il faut soutenir l'Ukraine, le peuple ukrainien et les valeurs qu'ils incarnent. Protéger ce pays revient à nous protéger nous-mêmes, à protéger la démocratie. L'Ukraine doit obtenir tout ce qui est nécessaire. Ce pays est européen par sa culture, sa géographie et son histoire. Il a choisi la démocratie et a commencé d'ambitieuses réformes. Il a trop souffert et mérite une paix durable. Gabriel Attal est assez confiant que le soutien à l'Ukraine, sans précédent, va encore augmenter.

Niall Ferguson, expert de l'Université Stanford, estime en revanche qu'il est difficile d'imaginer une augmentation du soutien occidental à l'Ukraine au cours des douze prochains mois. Cela entraîne le risque d'une défaite par épuisement.

Les dirigeants ukrainiens indiquent clairement ce dont leur pays a besoin : des armes (obus d'artillerie, missiles d'interception, avions de combat, etc.), la capacité de les utiliser efficacement, des aides financières et un programme de soutien dans le long terme. Pour l'Ukraine, il faut absolument sauver la vie des soldats et écarter les menaces qui



Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°7 | Octobre 2024

planent sur la population civile. C'est pour cela que le pays est conscient de la nécessité impérieuse de maintenir sa supériorité technologique et d'investir massivement dans des nouvelles technologies.

Les vulnérabilités européennes sont bien mises en avant par les experts. Le ministre Radosław Sikorski considère que le problème européen vient du sentiment d'insécurité perçu différemment à travers le continent. L'Union européenne est une confédération. L'un des 27 États membres, à savoir la Hongrie, ne témoigne pas d'une complète solidarité. Elle bloque des paiements et est devenue un pays révisionniste, qui n'est pas satisfait de ses frontières. Face aux nécessités du moment présent, il faut développer sérieusement le projet d'Europe de la défense. La Russie peut être battue. La politique à soutenir est très simple : l'Ukraine gagne et la Russie perd.

Le ministre lituanien des Affaires étrangères Gabrielius Landsbergis ne dit pas autre chose. Pour lui, l'évaluation du risque n'est pas la même à travers l'Europe. En matière de politique étrangère (par exemple vis-à-vis de la Corée du Nord), 60% des déclarations de l'Union européenne sont bloquées par la Hongrie. Il reste peu de temps si l'on continue à progresser à ce rythme.

L'ancienne Première ministre finlandaise Sanna Marin relève que l'Europe ne sait pas où elle en est. Elle ne réagit pas. Elle n'a pas de stratégie. Elle ne prend pas la situation suffisamment au sérieux. Or, il faut se rappeler les menaces que sont les guerres, les crises économiques et la déliquescence des pays démocratiques. Pour Sanna Marin, on ne fait pas assez et pas assez vite pour soutenir l'Ukraine. La première raison en est que l'augmentation progressive de la température (au sens figuré) est encore confortable (par exemple concernant le commerce avec la Chine). Deuxième raison : nos propres systèmes démocratiques, qui doivent affronter des défis internes. Moins de nouvelles nous arrivent d'Ukraine qu'au début de la guerre. Les gens sont concentrés sur leur vie quotidienne. Il y a les médias sociaux et les fausses nouvelles. Les gens se moquent d'avoir tort si cela soutient leur intérêt propre. Concernant la presse, la polarisation fait vendre. Il faut que les décideurs soient courageux, mais il faut aussi prendre en compte leur environnement. Un développement des valeurs révisionnistes se fait jour au sein des systèmes démocratiques, encouragé par les pays autocratiques.

L'historien Yuval Harari étend l'analyse. Pour lui, il est dur de reconnaître quelque chose que l'on n'a pas vécu personnellement. Seuls les gens de 90 ans ou plus se rappellent la Seconde Guerre mondiale. Nos sociétés ont une tendance à tenir pour acquis ce que l'on a. Les algorithmes contrôlent les contenus sur Internet et nous dépendons d'eux. Une nouvelle bataille de l'information a vu le jour. Il existe un immense flux d'informations, mais l'information véridique est rare et coûteuse. Face à ces menaces, il est difficile d'effectuer son travail.

Le conseiller américain à la sécurité nationale Jake Sullivan se félicite du partage du fardeau entre l'Europe et les États-Unis. Il rappelle que, au début de l'administration Biden, seuls neuf États membres de l'OTAN atteignaient l'objectif que les dépenses de défense représentent au moins 2% du produit intérieur brut (PIB). Aujourd'hui, le nombre d'États est de 23 (sur 32). Comme un haut responsable ukrainien l'indique, il existe toutefois des écarts très importants : par habitant, le soutien de l'Allemagne à l'Ukraine n'est que de 40% de celui des pays baltes.



Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°7 | Octobre 2024

Impérialisme russe

Plusieurs orateurs ont évoqué l'impérialisme russe se trouvant au cœur de la guerre d'Ukraine. Tout d'abord, c'est un impérialisme de blancs sur d'autres blancs, un élément qui devrait être rappelé constamment à travers le monde. Ensuite, excepté durant de brèves périodes, cet impérialisme a été historiquement présent en Russie ainsi qu'en Union soviétique et a été remis au goût du jour par le président Vladimir Poutine.⁴ L'ancien Premier ministre britannique Boris Johnson prône la clarté envers la Russie : il faut signifier à cette dernière que l'empire russe et l'influence russe sur son voisinage sont révolus. Niall Ferguson, de l'Université Stanford, indique que la Russie consacre actuellement 7% de son PIB à la défense, ayant passé en mode « économie de guerre », à la différence de l'Ouest. Ferguson montre aussi l'important déséquilibre entre la Russie et l'Ukraine : en termes de PIB, on a un ratio de 11 à 1 ; en matière de population, c'est 4,4 à 1 ; la Russie a un surplus de sa balance courante tandis que l'Ukraine a un déficit ; la Russie a une dette publique qui représente 21% du PIB et l'Ukraine a un taux correspondant de 94%.

Radosław Sikorski rapporte que Vladimir Poutine a besoin de cinq ans pour reconstituer une armée telle qu'elle était en février 2022, au début de la guerre totale en Ukraine. On estime par ailleurs que le président russe a besoin de dix ans pour développer une armée menaçant l'OTAN.

Le président d'Estonie Alar Karis considère que le président russe est prêt à continuer la guerre. Ce dernier veut le retour de l'OTAN à ses frontières de 1997, c'est-à-dire sans les pays d'Europe centrale et orientale. Il veut établir des zones tampon entre l'Occident et la Russie. Pour le président estonien, cela n'est pas acceptable. Il est dangereux de négocier avec les dictateurs. Le président Ronald Reagan l'a dit, on n'obtient pas la sécurité en recherchant l'apaisement avec le mal. Pour le moment, il faut isoler la Russie sur la scène internationale. La victoire sera obtenue quand la Russie n'attaquera plus un autre pays et quand l'Ukraine rejoindra l'Union européenne et l'OTAN. Pour le ministre de Lituanie Gabrielius Landsbergis, Vladimir Poutine veut reconstituer un empire aussi grand que possible. L'ancien Premier ministre suédois Carl Bildt souligne que le président russe nie à l'Ukraine le droit d'exister et que la guerre d'Ukraine est un conflit unique à l'heure actuelle. Le seul précédent récent est la guerre Irak-Koweït en 1990-1991.

L'ancien secrétaire d'État américain Mike Pompeo souligne que deux facteurs offrent à la Russie une importance globale : ses armes nucléaires et les réserves d'énergie dont elle dispose (autrement dit, une station-service nucléarisée). Il faudra voir comment la Russie pourra être ramenée dans le système global, ce qui prendra du temps. Le général américain David Petraeus présente d'importantes considérations sur la menace numéro un aux yeux de l'Occident, à savoir le risque d'une nucléarisation de la guerre d'Ukraine. Le général estime que la préoccupation quant à une escalade nucléaire était légitime au début de la guerre totale en 2022. Puis il y a eu les déclarations fortes du dirigeant chinois Xi et de l'Indien Modi. Ils ont délivré des appels à la prudence très appuyés à Poutine sur le nucléaire. La menace atomique est bien plus faible maintenant, même si elle doit être réévaluée constamment.



Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°7 | Octobre 2024

Situation critique

Durant la conférence, beaucoup d'experts ont relevé que la situation était critique pour l'Ukraine. Certes, le président Poutine n'a pas réalisé son meilleur scénario qui était la prise du pays en quelques jours à la fin de l'hiver 2022. La situation en mer Noire est aussi jugée très favorable à l'Ukraine même si le droit à la libre navigation n'est pas respecté par la Russie. La large unité nationale et la résilience du peuple ukrainien, l'aide occidentale et les facteurs technologiques ont joué en faveur de l'Ukraine. Mais il n'est pas aisé de savoir si le facteur temps joue maintenant en faveur ou en défaveur de l'Ukraine.

Selon le lieutenant général Kyrylo Budanov, le légendaire chef du renseignement militaire ukrainien, la situation est la suivante. À la différence des Russes, les Ukrainiens se battent pour leur pays, leurs concitoyens et leur futur. Le plus important est que l'Ukraine a tenu bon. Le pire, c'est la mort de soldats ukrainiens. Cela est irrévocable. L'Ukraine est devenu le pays où tout est possible, un pays d'opportunités. Il y a eu des innovations sur le champ de bataille : les drones, qui sont cruciaux, avec toujours des séquences successives entre mesures, contre-mesures, nouvelles mesures, etc. ; les robots terrestres, qui n'agissent pas comme les humains car ne craignant pas la mort.

Pour le général, les réserves russes sont utilisées. La situation n'est guère différente d'il y a un an. Cette année, il y a eu peu de production russe de tanks ou d'avions et l'accent est mis sur les missiles et les bombes. Il existe une fatigue de la guerre dans le pays. Les montants payés en Russie lors d'un engagement militaire ainsi que la rémunération pour les blessés et les morts ont d'ailleurs augmenté. Les problèmes financiers ont crû dans le pays. Il y aura soit une mobilisation supplémentaire, soit une diminution de l'engagement russe. L'équipement venant de Corée du Nord, surtout des munitions, a un vrai impact sur le front. Si l'on considère les répercussions de l'aide apportée à la Russie sur le front ukrainien, la Corée du Nord vient très loin devant tous les autres pays (comme l'Iran). Pour le général, la Russie ne sera plus une superpuissance dans trente ans. Il y aura alors les États-Unis et la Chine. Les années 2025-2026, probablement plutôt l'année 2026, devraient représenter un moment clé et un point de bascule pour la Russie.

Les commandants militaires ukrainiens présents à la conférence ont rappelé que le but premier en Ukraine est de sauver du personnel, ce qui n'est pas le cas en Russie. L'Ukraine produit les meilleurs drones, largement de façon artisanale. Le pays fait face à un problème de 'tyrannie du temps' : la victoire prend beaucoup plus de temps qu'imaginé au début de la guerre. Le temps est serré. Il est nécessaire pour former les nouveaux militaires, or il manque. Des ressources sont indispensables, qui font défaut parfois. Ainsi, l'armée ukrainienne manque des occasions. L'opération à Kursk a aidé sur le reste du front. Les Russes ont dû reprendre des forces pour répondre à l'incursion ukrainienne dont l'armée absorbe l'expérience et les tactiques de l'Ouest. 0,5% du personnel militaire ukrainien est tué en action. Ce chiffre est très bon dans le sens qu'il est faible. L'Ukraine a besoin d'aide à la fois pour obtenir des armes et de l'assistance dans la formation. L'armée a besoin d'un bon planning. Elle a la chance d'avoir une grande diversité de talents. Les grands défis concernent l'équipement et la formation. La situation évolue très rapidement. À cause d'un manque de munitions à Bakhmout, des vies humaines ont été perdues.



Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°7 | Octobre 2024

L'incursion de Koursk a naturellement été évoquée. Les hauts responsables ukrainiens ont expliqué que cette incursion avait une motivation d'ordre préventif. La Russie allait en effet attaquer afin de créer une zone tampon entre Kharkiv et le Bélarus. L'Ukraine a pu éviter cela et aussi faire ressentir le poids de la guerre aux Russes. Le narratif russe a été remis en question par cette incursion qui montre qu'il est possible de battre la Russie. Le général allemand Christian Freuding note que la situation sur le front se trouvait dans une impasse en août dernier. L'incursion de Koursk, qui présente des risques et des avantages, a permis de briser le blocage existant. Le général américain David Petraeus estime que, avec l'incursion de Koursk, l'effet de surprise a été atteint, ce qui est très positif. Au moment de la conférence, la situation était en train de se développer. Les buts tactiques et stratégiques de l'incursion ont déjà été atteints.

Faire évoluer les lignes rouges

Les hauts responsables ukrainiens ont évoqué la nécessité que les Occidentaux qui fournissent des armes à l'Ukraine permettent à cette dernière de procéder à des frappes en profondeur sur le territoire russe. Le Premier ministre Denys Shmyhal a indiqué qu'il s'agissait d'une question de moralité, afin de sauver des vies ukrainiennes, et qu'il ne fallait pas perdre de temps.

Les personnalités politiques et les experts occidentaux (principalement anglo-saxons) présents à la conférence se sont très largement rangés derrière le point de vue ukrainien sur la nécessaire évolution des lignes rouges, relevant que la faiblesse des Occidentaux a souvent été de dire ce qu'ils ne feraient pas face à l'agression russe. De toute façon, les lignes rouges édictées en 2022 ont déjà évolué à plusieurs reprises (concernant par exemple les tanks, les missiles à longue portée et les avions de combat). Fidèle à son habitude, l'ancien Premier ministre Boris Johnson a été le plus expéditif, disant qu'il ne fallait plus se soucier de Vladimir Poutine, de ce qu'il pense et de ce qu'il fait. Pour lui, il est urgent de changer le fait que l'Ouest soit toujours en retard par rapport aux besoins de l'Ukraine. Selon l'ancien secrétaire d'État Mike Pompeo, il est probable que Vladimir Poutine bluffe dans ses menaces au cas où l'Ukraine serait autorisée à frapper à longue distance le territoire russe. Actuellement, le danger d'une victoire de la Russie est plus grand que le risque d'escalade, ce qui plaide en faveur d'une évolution des lignes rouges.

Pour le général David Petraeus, l'ultime ligne rouge qui ne saurait être franchie concerne l'impossibilité pour les Occidentaux d'établir vis-à-vis de la Russie une zone d'exclusion aérienne au-dessus du territoire ukrainien. La mise en œuvre d'une telle zone créerait un grand risque pour les Occidentaux d'une confrontation directe avec la Russie. Ce serait une escalade trop grave.

Sanctions envers la Russie

L'efficacité des sanctions occidentales envers la Russie a été discutée durant la conférence. Les officiels ukrainiens mettent en avant le fait que les sanctions sont importantes et fonctionnent. Ils plaident aussi de pouvoir disposer à l'avenir non seulement du rendement des actifs saisis, mais des actifs eux-mêmes.



Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°7 | Octobre 2024

Niall Ferguson, de l'Université Stanford, considère toutefois que le régime des sanctions contre la Russie est une 'plaisanterie'. Il note que, depuis le début de la guerre totale en Ukraine, les revenus russes tirés du pétrole et du gaz ont augmenté. Des bateaux fantômes sont apparus pour exporter les ressources russes. Des pays d'Asie centrale ainsi que la Géorgie aident la Russie. Si cela continue, on court le risque d'usure en défaveur de l'Ukraine. Pour le ministre polonais Radosław Sikorski, le non-effet des sanctions est encore pire que ce qui est indiqué par Niall Ferguson. L'Asie centrale aide la Russie. L'Europe pourrait sanctionner, mais elle manque de capacité de mise en œuvre. Seules douze personnes s'occupent de ces questions au Service européen pour l'action extérieure, tandis que la mise en œuvre se fait par les États membres. Pour M. Sikorski, il faut changer cela en musclant la capacité d'action du Service diplomatique de l'UE.

Mobilisation des soldats

La question de la mobilisation des soldats en Ukraine a été abordée. Sans entrer dans les détails, le président du Parlement Ruslan Stefanchuk a relevé que la loi sur la mobilisation qui a été adoptée est extrêmement complexe. Selon lui, c'est une très bonne loi, même si elle n'est évidemment pas idéale. Elle traduit le fait qu'il existe une grande soif de justice en Ukraine. Le ministre de la Défense Rustem Umerov est allé dans le même sens, indiquant que, en matière de conscription, il faut disposer de règles basées sur la justice. Le Parlement en a débattu. Il y a un accord sur l'idée qu'il faille développer le capital humain du pays. Il y a une volonté de la part des autorités de présenter le fait de servir son pays comme un honneur et non pas une punition.

Le ministre polonais Radosław Sikorski a émis la proposition que les pays européens n'allouent plus d'aides sociales aux Ukrainiens qui évitent la conscription dans leur pays. Cela permettrait de dégager des moyens nécessaires pour aider l'Ukraine et donnerait un gage aux populations des pays européens que des abus ne sont pas cautionnés par leur gouvernement. Cette proposition a été soutenue par le ministre lituanien Gabrielius Landsbergis, soulignant le fait qu'il faut mobiliser les hommes ukrainiens peu importe où ils vivent et que 300'000 d'entre eux se trouvent en Pologne.

On sait que les jeunes hommes ne sont pas appelés en Ukraine avant l'âge de 25 ans, mais un chiffre présenté par le général David Petraeus est saisissant : l'âge moyen des combattants ukrainiens est de plus de 40 ans. L'effort de guerre en Ukraine est porté par une frange importante de la population masculine adulte ; à quoi s'ajoute une mobilisation féminine mise en avant lors de la conférence.

Défis énergétiques

Les défis énergétiques auxquels doit faire face l'Ukraine ont trouvé leur place lors de la conférence. Le Premier ministre Denys Shmyhal a relevé l'importance du secteur de l'énergie pour son pays et pour l'Europe. Le secteur énergétique ukrainien est en mutation profonde ; il est en train d'être décentralisé et verdi. La Russie impose certes



Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°7 | Octobre 2024

une terreur énergétique à l'Ukraine, mais le pays demeure confiant. Le ministre des Affaires étrangères Andrii Sybiha reconnaît cependant que, sur le plan énergétique, l'hiver qui vient sera dur. Le ministre de l'Énergie German Galushchenko se fait plus précis. La perte d'actifs dans ce secteur est supérieure à 50%. Le secteur énergétique est ciblé chaque jour et chaque nuit par la Russie. L'Ukraine travaille à assurer l'hiver. Un objectif est d'augmenter les importations en provenance de l'Union européenne.

Le conseiller américain à la sécurité nationale Jake Sullivan indique que trois mesures doivent être poursuivies afin de sécuriser le système électrique ukrainien. Premièrement, développer certaines protections aériennes. Deuxièmement, construire des barrières physiques contre les drones iraniens. Troisièmement, réparer rapidement les lignes électriques. Tant Jake Sullivan que Radosław Sikorski expriment des craintes par rapport aux centrales nucléaires. Il faut aider l'Ukraine à renforcer la sécurité du contrôle des infrastructures atomiques. Des drones russes hors de contrôle s'écrasent au Bélarus, en Pologne et dans les États baltes, élargissant le champ du risque nucléaire civil.

Développements économiques

Le Premier ministre Denys Shmyhal a présenté un rapport détaillé sur la situation économique de l'Ukraine. Au début de la guerre, 50% du PIB a été perdu. Dès le deuxième mois de guerre, l'économie a crû à nouveau. Il y a eu un redressement puisqu'à la fin de la première année de guerre le PIB avait diminué de 30%. Il y a eu des créations d'entreprises. Les partenaires du pays l'ont aidé. L'Ukraine a besoin de l'engagement de chacun de ses ressortissants, soit pour combattre, soit pour travailler.

Le Premier ministre poursuit : le rapport Draghi indique que l'Ukraine renforce la compétitivité européenne. L'Ukraine est un futur État membre de l'UE. Elle dispose d'un capital humain et a la capacité de devenir un lieu important de production en Europe. L'Ukraine sera une composante, voire la fondation, du système européen d'industrie de défense. Elle a repris les standards européens relatifs aux chemins de fer. Une intégration logistique en Europe se développera en incluant l'Ukraine. Des réformes sont conduites en dépit de la guerre. L'Ukraine possède le territoire le plus contaminé au monde. Il faut déminer rapidement. Un grand projet pour reconstruire l'Ukraine, avec un investissement de 600 milliards d'euros à la clé, sera développé. Les soldats ainsi que les Ukrainiens établis à l'étranger reviendront. Des aides financières des partenaires seront nécessaires. Du point de vue agricole, l'Ukraine produit 25% du maïs mondial et 10% du blé. Elle continuera de contribuer à assurer et accroître la sécurité alimentaire du monde. L'Ukraine peut nourrir 600 millions de personnes. Elle ne représente pas une menace pour le reste de l'agriculture en Europe.

Le président de la commission des budgets de la Rada indique que le coût journalier de la guerre assumé par l'Ukraine est de 140 millions de dollars. La guerre a signifié le doublement des dépenses publiques et la baisse de la production de 30%. Cela touche naturellement la population. Depuis février 2022, les partenaires de l'Ukraine lui ont fourni une aide non-militaire d'environ 100 milliards de dollars. Le budget manquant résiduel de l'Ukraine, tenant compte des



Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°7 | Octobre 2024

aides étrangères, se monte à 23 milliards de dollars. Dans ce cadre, il est indispensable que l'Ukraine puisse utiliser les actifs russes gelés.

Les experts relèvent que l'économie ukrainienne fait mieux que prévu. L'inflation a baissé et est dorénavant modérée. La production augmente. La monnaie est stable. L'économie du pays se montre résiliente. L'UE et le FMI, avec lesquels le pays a des relations étroites, félicitent l'Ukraine pour sa reconnaissance du problème de la corruption.

La présidente de la commission anti-corruption de la Rada indique que des mesures sérieuses contre la corruption ont été prises depuis deux ans. 170 personnes ont été condamnées pour corruption. La population et les entreprises en Ukraine ne sont pas encore convaincues majoritairement des résultats de la lutte anti-corruption. Il existe encore des problèmes. Des mesures sérieuses doivent être prises maintenant. Des réformes des douanes sont en cours. Un projet de transparence des coûts dans les marchés publics est aussi sur la table.

Le développement d'une base industrielle de défense en Ukraine est une conséquence marquante de la guerre. Comme le relève le général Petraeus, les capacités de production d'armement ukrainiennes sont deux à trois fois plus élevées que la production actuelle. Le pays a donc besoin de plus de commandes occidentales.

Le ministre danois de la Défense Troels Lund Poulsen indique que son pays est le premier à avoir investi dans des usines d'armement en Ukraine. Le Danemark a procédé à des investissements dans l'industrie de défense ukrainienne au nom de l'UE. Le montant investi s'élève à 400 millions d'euros en 2024 et pourrait atteindre un milliard d'euros en 2025. La production d'armements en Ukraine est plus rapide et moins chère qu'ailleurs en Europe. Il faut encourager plus de pays à investir dans cette production militaire.

Regain de culture

Le grand historien de Yale Timothy Snyder élargit notre champ de vision à la culture. Il rappelle qu'un génocide implique l'anéantissement des personnes, mais aussi la destruction de la culture. La Russie veut détruire tout ce qu'évoque l'Ukraine, y compris sa culture. C'est une guerre pour les valeurs.

Timothy Snyder relève les propos d'un artiste-combattant au cours de la conférence : la poésie nous fait nous sentir humains. Il note que l'on assiste au développement de la prose et de la poésie durant la guerre en Ukraine d'une façon sans précédent depuis la Première Guerre mondiale.

Les périodes marquantes en matière de culture ukrainienne ont été les années 1820, 1920, 1960 et la période depuis 2014. Cette dernière est la plus impressionnante. En fin de compte, le développement des arts peut être vu comme la seule conséquence positive de la guerre.⁵



Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°7 | Octobre 2024

Vers un nouveau contrat social en Europe ?

Le ministre lituanien des Affaires étrangères Gabrielius Landsbergis prend une perspective historique large. Il rappelle que le Royaume-Uni dépensait avant la Seconde Guerre mondiale 4% de son PIB sur la défense (contre un objectif actuel de 2% au niveau de l'OTAN). Durant le conflit, c'était 50% du PIB britannique qui étaient consacrés à l'effort de guerre. En 1991, pour libérer le Koweït, la coalition internationale sous l'égide des États-Unis a aligné 800'000 hommes et 4'000 tanks. Les moyens nécessaires sont colossaux. Cela conduit le ministre à la conclusion qu'il est nécessaire d'établir un nouveau contrat social en Europe. Une nouvelle guerre vient. Vladimir Poutine teste les Occidentaux. Ceux-ci ne pourront plus être choqués encore une fois comme en 2022. Un accord avec la population est nécessaire. Si on n'investit pas assez, la guerre continuera et l'OTAN sera testée. Conclusion : c'est l'inaction qui coûte le plus cher en fin de compte.

Moritz Schularick, président du Kiel Institute for the World Economy, présente les conclusions d'une nouvelle étude. Selon celle-ci, les nouvelles d'Allemagne ne sont pas bonnes. Le réarmement tarde. Au rythme actuel, cela prendra des décennies pour retourner au niveau d'il y a vingt ans. Cela ne correspond pas à l'idée de changement d'époque (*Zeitenwende*) mise en avant par le chancelier Olaf Scholz en 2022. L'étude montre que la Russie a augmenté ses capacités militaires plus vite que l'Ouest. En six à sept mois, la Russie peut ajouter à ses forces le niveau militaire actuel de l'Allemagne. Cette dernière consent 0,1% de son PIB en faveur de l'Ukraine. Ce ne sont pas des ressources massives. En fait, les subsides pour le diesel sont supérieurs à l'aide à l'Ukraine.

La situation liée à la guerre en Ukraine entraîne des pertes commerciales et économiques ainsi qu'une hausse des réfugiés en Occident. L'augmentation dévolue aux armements coûtera 1 à 2 points de pourcent de PIB. Les sanctions et le découplage au niveau global coûteront à l'Occident jusqu'à 6 à 7 points de pourcent de PIB. Un coût économique et militaire de 4 à 5 points de pourcent de PIB serait un mauvais scénario pour l'Occident. Le coût actuel pour l'Occident de la guerre en Ukraine est de 0,1% de PIB. Conclusion : il pourrait coûter 40 à 50 fois plus cher d'abandonner l'Ukraine.

Ukraine et Union européenne

Le ministre des Affaires étrangères Andrii Sybiha rappelle que l'Ukraine veut rejoindre l'UE. Il demande que l'Union traite d'ores et déjà l'Ukraine comme un État membre. Le futur budget de l'UE devrait ainsi inclure un programme de soutien à l'économie ukrainienne, et surtout au secteur énergétique, dans le long terme. Plusieurs intervenants européens soutiennent l'aspiration ukrainienne à rejoindre l'UE (rappelons que le statut de pays candidat lui a été octroyé en juin 2022). Même Boris Johnson, l'artisan principal du Brexit, déclare soutenir l'adhésion de l'Ukraine à l'UE ! Gabriel Attal juge que l'UE représente encore un espoir, un idéal et un rêve. La place de l'Ukraine se trouve au sein de l'UE. La défense européenne doit être renforcée, autrement dit il faut établir une politique de défense au niveau de l'Union, car l'OTAN ne peut pas représenter la seule garantie de sécurité pour le continent.



Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°7 | Octobre 2024

Le seul bémol est apporté par l'ambassadeur Wolfgang Ischinger, président du Conseil de fondation de la Conférence sur la sécurité de Munich, qui relève que l'UE ne prévoit pas assez de ressources en faveur de l'Ukraine. Sans vouloir paraître critique sur le programme exceptionnel de la conférence de la YES, j'aimerais tout de même relever que le traitement accordé à la question de l'adhésion ukrainienne à l'UE est très insuffisant.

Engagement américain

La question de l'engagement américain en faveur de l'Ukraine a été l'un des points essentiels de la conférence. Inutile de le souligner, l'ombre de Donald Trump et de l'élection présidentielle du 5 novembre 2024 a plané sur la conférence.

Rebecca Lissner, proche collaboratrice de la vice-présidente des États-Unis, a rappelé l'engagement de Kamala Harris en faveur de l'Ukraine. Une brève vidéo de Donald Trump, prise dans son avion lors d'un déplacement électoral grâce à l'intercession de Boris Johnson, n'était guère audible et rassurante, le candidat républicain disant simplement en substance qu'il arrêterait la guerre en quelques jours. Quel que soit le vainqueur de l'élection présidentielle américaine, Boris Johnson ne doute pas que les États-Unis ne voudront pas que Vladimir Poutine soit le vainqueur de la guerre.

Mike Pompeo, l'ancien secrétaire d'État de Donald Trump et l'un des rares membres de son cabinet à le soutenir encore, a affirmé qu'être pour « America First », c'est être en faveur du soutien à l'Ukraine et c'est aussi être pour l'Europe. Pour lui, il faut soutenir un accord trans-partisan en matière de politique étrangère car il y a un impératif géostratégique et économique en jeu. Pour Mike Pompeo, Donald Trump est très pragmatique. Ses solutions sont souvent économiques. Il perçoit des opportunités économiques liées à l'Ukraine. Il est ainsi important de distinguer le bruit de la réalité. Poutine a pris des territoires à l'Ukraine sous les administrations Obama et Biden, pas sous celle de Trump.

Mike Pompeo poursuit : face au défi que représente la Chine, les États-Unis ont besoin de partenaires forts. Il faut une Europe forte. Après la guerre, l'Europe devra faire plus. Le leadership américain compte à travers le monde. Il n'y a pas de substitut à celui-ci. Ce leadership représente un fardeau pour les États-Unis, mais ses bénéfices sont bien plus grands. Les avantages sont aussi économiques et monétaires. Un mauvais modèle a prévalu durant 40 ans dans la relation économique avec la Chine. Mike Pompeo soutient que Trump est assez proche de la tradition républicaine en politique étrangère. Ils ont cependant une vue différente sur les droits de douane et le commerce.

L'ancienne secrétaire d'État Condoleezza Rice affirme qu'il ne faut pas croire ce qui est dit dans la campagne électorale. Les États-Unis devront soutenir l'Ukraine, mais peut-être pas au niveau d'aujourd'hui. L'argument à utiliser aux États-Unis doit concerner l'intérêt national, avec la conclusion qu'il serait pire d'agir plus tard et qu'il ne faut pas séparer la situation en Ukraine de celle au Proche-Orient et en Asie. Selon elle, c'est un argument que le peuple américain peut comprendre.



Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°7 | Octobre 2024

L'influent sénateur républicain Lindsey Graham considère que l'Ukraine doit avoir tout ce dont elle a besoin pour se défendre. La fin de la guerre d'Afghanistan a donné un mauvais exemple. L'OTAN a été très positive pour le contribuable américain. Le sénateur espère que Donald Trump le comprendra. Trump essaiera de mettre un terme à la guerre. Le futur président américain (Trump ou Harris) jouera un rôle important pour finir la guerre. L'Ukraine tient bon, il n'y a pas de militaires américains qui meurent dans cette guerre. C'est le 'rêve'.

Lors du vote du dernier paquet d'aide en faveur de l'Ukraine, le Congrès a enjoint l'administration Biden à présenter une vision pour le futur. Deux scénarios existent : une fin de guerre qui ferait qu'il n'y aurait plus de guerre ensuite, et une autre qui ouvrirait la voie à de futurs conflits. Le sénateur Graham est clair : il ne faut pas récompenser Vladimir Poutine, ce qui précipiterait l'invasion de Taiwan par la Chine. Finir comme en 2014 ne réglerait rien et préparerait la troisième agression de la Russie. Il ne faut pas humilier la Russie, mais il faut montrer qu'un pays ne doit pas en agresser un autre. La Chine doit voir que Poutine a commis une erreur. Pour le sénateur, les buts occidentaux doivent être les suivants : respecter l'intégrité territoriale de l'Ukraine, ne pas récompenser l'agression, éviter une future attaque sur l'Ukraine.

Une discussion entre des membres du Congrès américain, à la fois démocrates et républicains, a souligné l'importance d'un front commun entre les États-Unis et l'Europe, et rappelé fort justement que, au total, l'Europe soutient l'Ukraine encore plus que les États-Unis.

Presque la moitié des membres républicains du Congrès ont soutenu le dernier paquet en faveur de l'Ukraine finalement adopté le printemps dernier (tandis que tous les Démocrates l'ont fait). Aucun de ces Républicains n'a perdu ensuite sa primaire électorale. Les membres républicains de la Chambre des représentants sont plus positifs envers l'Ukraine que leurs chefs parlementaires. Il est courant que des candidats à la présidentielle disent qu'ils finiront une guerre. La question de savoir si les propos de Donald Trump font simplement partie de la campagne ou sont plus forts est disputée. La question de savoir si Joe Biden pouvait faire plus en faveur de l'Ukraine fait également l'objet d'avis contradictoires.

Le général David Petraeus a rappelé que le dernier paquet d'aide américain représente 61 milliards de dollars. Il est arrivé avec six mois de retard. Au total, l'Europe a donné encore plus. Au début de la guerre, il y avait des craintes aux États-Unis que l'équipement fourni à l'Ukraine puisse tomber aux mains des Russes. Ensuite, on a été trop prudent concernant la livraison de tanks, d'avions et de lanceurs de roquettes. Le rôle américain en Ukraine est plus grand qu'on le pense généralement (parole d'un ancien directeur de la CIA). Le départ d'Afghanistan en 2021, du fait de la façon dont il a été mené, a affaibli la cause des États-Unis. Partout dans le monde, on regarde comment les États-Unis se positionnent.

Le général Wesley Clark se souvient que, à la fin de la guerre froide, il n'y avait pas de stratégie américaine. En 2011, l'accent a été placé sur l'espace et l'Asie. L'Allemagne a accru sa dépendance envers la Russie. Les États-Unis ont diminué le nombre de leurs tanks et augmenté le nombre de missiles à longue portée. L'erreur, selon lui, a été de ne



Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°7 | Octobre 2024

pas reconnaître que les États-Unis ont besoin de l'Europe vis-à-vis de la Chine. Il prône un condominium complet entre les États-Unis et l'Europe. L'Ukraine représente une distraction pour certains Américains. Le dialogue apparaît très confus aux États-Unis qui doivent comprendre que leur futur est lié à celui de l'Europe et qu'on ne peut pas oublier l'Ukraine. La déclaration politique affirmant qu'on veut éviter une confrontation avec la Russie ne correspond pas à une politique, qui devrait considérer notamment la reprise de territoires, des négociations et la recherche de justice.

Pour le professeur Timothy Snyder, la peur nucléaire brandie par la Russie est exagérée et la réaction américaine reflète un excès de narcissisme. Le professeur Francis Fukuyama, de l'Université Stanford, ne veut pas minimiser le facteur Trump. Pour lui, l'ancien président n'est pas bon pour l'Ukraine. Il admire Vladimir Poutine et les autres hommes forts. Il veut finir la guerre sans dire comment, ce qui signifie en réalité la terminer dans les termes de Poutine. Donald Trump a près d'une chance sur deux de gagner. La polarisation aux États-Unis est extrême. Cela vient surtout d'un glissement chez les Républicains, qui redeviennent isolationnistes comme cela était le cas avant la Seconde Guerre mondiale. Le professeur de Stanford rappelle l'avis de John Bolton, à savoir que si Donald Trump avait été réélu en 2020, il aurait quitté l'OTAN.

Ukraine et OTAN

La question d'une possible adhésion de l'Ukraine à l'OTAN a été discutée lors de la conférence. Les choses sont restées cependant assez générales. Parmi les opinions exprimées, il semblait y avoir un consensus pour souhaiter une adhésion ukrainienne à terme, sans que ce terme ne soit jamais explicité.

Andrii Yermak, chef du bureau du président ukrainien, a souligné combien les garanties de sécurité en faveur de l'Ukraine seront très importantes. Pour lui, le plus sûr est l'appartenance à l'OTAN. Le ministre lituanien Gabrielius Landsbergis a indiqué que la seule garantie de sécurité qui compterait à l'avenir serait précisément celle de l'article 5 de l'OTAN. L'ancien secrétaire d'État Mike Pompeo a indiqué avoir une forte préférence pour la solution de l'OTAN. À défaut, il a signalé que des garanties de sécurité comme elles existent dans le cas du Japon ou des Philippines seraient aussi envisageables. L'important étant que les futures garanties consenties à l'Ukraine soient assurées par des éléments réels. L'expérience a montré que le mémorandum de Budapest de 1994 et le système onusien se sont avérés inopérants. L'expert de Stanford Niall Ferguson a cependant estimé qu'il existait un risque d'ossification de l'OTAN.

Ordre du monde

Victor Pinchuk, fondateur de la Yalta European Strategy, considère que l'on se trouve dans une drôle de guerre mondiale, où pour le moment seule l'Ukraine se bat pour contrer la menace. En cette première partie de XXI^e siècle, le temps et l'histoire ont choisi l'Ukraine pour se battre au nom de valeurs universelles. L'Ukraine mène à la fois un



Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°7 | Octobre 2024

combat pour son indépendance et pour l'ordre mondial. Si l'Ukraine perd la guerre face à la Russie, la probabilité d'intervention de la Chine à Taïwan va augmenter.

Andrii Yermak, chef du bureau du président Zelenski, note que le système international de sécurité n'a pas pu empêcher la guerre d'Ukraine. Le CICR a de la peine à visiter les prisonniers ukrainiens. Pour son pays, il faut travailler à une nouvelle structure de sécurité. Il faut remettre en place l'esprit du droit international et ses principes. On vit dans un monde nouveau. On ne croit plus aux papiers. Il faut de vraies garanties. La victoire de l'Ukraine sera un signal pour les agresseurs potentiels du monde entier. Dans les mots de l'ancienne Première ministre de Finlande Sanna Marin, l'Ukraine représente l'avant-poste d'un conflit global. L'universitaire américain Niall Ferguson parle d'une nouvelle ou deuxième guerre froide, mettant cette fois-ci aux prises les États-Unis et la Chine.

L'ancien secrétaire d'État américain Mike Pompeo donne deux leçons de réalisme politique. Premièrement, le fait que même si la démocratie et les institutions sont très importantes, c'est l'intérêt propre des pays qui compte le plus. L'Ouest a des alliés au-delà du cercle des démocraties et il faut en tenir compte. Il faut éviter des dépendances économiques envers certains pays. Deuxièmement, Mike Pompeo analyse que la Chine, à l'époque de la crise du coronavirus, a fait décroître le poids de ses intérêts économiques et a fait croître la perspective géostratégique. Un découplage avec la Chine ne semble guère possible, mais le résultat dépendra des décisions chinoises. Le président Xi s'y prépare de son côté car son objectif est Taïwan. Il regarde de près les sanctions occidentales envers la Russie.

Relatons les propos de trois intellectuels présents à Kyiv, à savoir Anne Appelbaum, Fareed Zakaria et Yuval Harari. Dans son nouveau livre *Autocracy, Inc. The Dictators Who Want to Run the World*, Anne Appelbaum analyse un réseau d'autocrates qui s'est établi au fil des dernières années.⁶ Il inclut en particulier la Chine, la Russie, l'Iran, le Venezuela et la Corée du Nord. Les dirigeants de ces pays travaillent de façon opportuniste. Ils ne prennent pas des décisions derrière des portes closes. Les pays qui en font partie ont des buts politiques différents. Ce réseau a atteint un nouveau niveau avec la guerre d'Ukraine. Ces pays construisent un narratif commun contre la démocratie. Ce qu'il y a de commun entre eux est qu'ils veulent faire sans l'État de droit, les pouvoirs et contre-pouvoirs et la démocratie. Ils essaient de plus en plus de le faire internationalement. Les régimes autoritaires se dressent contre les institutions qui peuvent ratifier la vérité, par exemple les scientifiques. La Chine parle de la souveraineté et de la recherche de situations 'gagnant-gagnant' sur la planète. Elle fait disparaître les références aux droits de l'Homme, entreprise déjà bien avancée.

Trois éléments ont changé : des technologies de surveillance (que la Chine vend), un narratif commun et des liens financiers entre ces pays. Ceux-ci sont des alliés politiques et économiques. Il est important d'analyser leur comportement autocratique. Vladimir Poutine a défié le droit international. Il est un leader révisionniste qui veut le chaos. Son ministre Lavrov a affirmé qu'il fallait changer le système international. Le résultat est que la guerre d'Ukraine établira le standard sur la place de la démocratie et de l'État de droit dans le monde. Nous serons toutes et tous touchés par le résultat de la guerre d'Ukraine.



Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°7 | Octobre 2024

Fareed Zakaria se rappelle que, si l'on repense aux débats des années 1970, la démocratie apparaissait vulnérable. Ce fut pareil après 2001. Or, selon lui, il ne faut pas sous-estimer les démocraties. Quand de grands enjeux se présentent, l'Ouest se mobilise. Cela a été le cas avec le communisme et le fondamentalisme islamique. Fareed Zakaria pense que ce sera à nouveau le cas. Le moment présent est différent d'il y a vingt ans. Il y a eu un contrecoup contre la libéralisation et la société de l'information. Dans l'expression de Donald Trump 'make America great again', c'est 'again' qui est le mot-clé. Il renvoie à un passé idéalisé. Chacun comprend cela comme il le veut. Les dirigeants non-libéraux sont de gauche ou de droite. Ils sont contre le libéralisme et le multiculturalisme. Ils ont des visions culturelles basées sur l'identité. Certains ont capitalisé sur ce contrecoup culturel. En Suède, par exemple, la proportion des habitants nés à l'étranger est passée en 50 ans de 2 à 21%. Les Ukrainiens meurent pour des choses que l'on considère comme acquises.

Le libéralisme affirme qu'il ne nous indiquera pas quelle est la liberté à laquelle il faut adhérer. C'est l'idée politique la plus forte de tous les temps. Avant cela, combien y a-t-il eu de créations à la gloire des divinités ? Les autoritarismes se sentent menacés par la démocratie. Il y a eu un recul démocratique, mais la démocratie reste plus forte qu'il y a 50 ans.⁷ Dans un livre publié il y a vingt ans, Fareed Zakaria s'était intéressé à la démocratie illibérale. C'est lorsque la majorité peut s'extraire de l'État de droit. La démocratie peut être libérale ou illibérale. Dans la démocratie libérale, il y a l'État de droit, la séparation des pouvoirs et le constitutionnalisme. Dans la démocratie illibérale, il n'y a que le vote.

Yuval Harari considère que la guerre d'Ukraine est le conflit le plus important du monde, cela peut-être depuis la fin de la guerre froide. Cette guerre met en cause des normes et des valeurs. Le monstre de l'impérialisme revient. Un voisin, la Russie, attaque, prend des territoires et tue. Si Vladimir Poutine est battu, cela sera un signal très fort. L'impérialisme a été si important dans l'histoire, mais il était devenu un tabou et quelque chose d'oublié. L'invasion de l'Irak en 2003 était certes une erreur et un acte criminel, mais il n'y avait pas de volonté d'annexion. Il existe aujourd'hui un risque de propagation de l'impérialisme au monde et le danger d'effondrement de l'ordre international.

De l'argent sera détourné des écoles en direction des armements. Pour Yuval Harari, il est intéressant d'étudier l'histoire des budgets étatiques. En général à travers l'histoire, les dépenses militaires représentent plus de la moitié de l'ensemble des dépenses publiques. Au début du XXI^e siècle, tous budgets confondus, les dépenses militaires représentaient seulement 6% des budgets publics. La santé était quant à elle à 10%. C'est une réalisation énorme en termes politiques et éthiques. Aujourd'hui, la Russie alloue un minimum de 30% de ses dépenses publiques au militaire. Les dépenses en Europe vont croissantes. Il existe un risque de contamination à l'ensemble du monde. En fait, c'est déjà le cas. Cela détourne l'humanité des crises existentielles que sont le climat et l'intelligence artificielle.



Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°7 | Octobre 2024

En guise de conclusion

La conférence 2024 de la YES a été d'un niveau extraordinaire. Elle a permis une nouvelle fois de faire le point sur la situation de l'Ukraine et les grands défis à affronter. Je suis frappé, dans les évolutions survenues depuis la conférence tenue en septembre 2023, par la dégradation de la situation militaire du pays par rapport à celle de la Russie. On semble donc se rapprocher à grande vitesse d'une croisée des chemins. Le risque de non-victoire de l'Ukraine dans les termes qu'elle recherche semble grandir dangereusement.

Entre la non-victoire et une véritable défaite, il existe cependant toute une palette de scénarios intermédiaires dont certains pourraient avoir des éléments communs avec le scénario coréen d'un front gelé et d'un long armistice sans paix.

L'engagement américain au-delà du changement d'administration en janvier 2025 et les futures garanties réelles de sécurité à l'Ukraine (s'il y en a) apparaissent comme des facteurs déterminants pour l'avenir. Sans sécurité durable, point de salut.

La future place de l'Ukraine au sein de la famille européenne, avec en ligne de mire l'adhésion tant désirée à l'UE, sera aussi très importante pour l'avenir. L'Ukraine fait beaucoup sur ce chemin, mais il reste un long trajet à parcourir. En la matière, le plus inquiétant pour l'Ukraine est peut-être la question de la capacité de l'UE à se réformer pour accueillir encore près d'une dizaine d'États membres de l'Est et des Balkans occidentaux. Ces enjeux non discutés lors de la conférence concernent en particulier les réformes institutionnelles de l'Union, sa capacité à mettre en œuvre des mesures fortes sur le front des valeurs ainsi que son financement futur. L'Europe des 27 a beaucoup de devoirs à achever. Le chemin sera tout sauf une balade de santé.

La conférence a bien montré comment la façon dont évoluera la guerre d'Ukraine contribuera puissamment à façonner le monde de demain. La sécurité de l'Europe, du Proche-Orient, du Moyen-Orient et de l'Asie semble représenter un tout indivisible. L'avenir de la démocratie et des valeurs de l'État de droit sera en jeu dans le monde de demain. Ce serait une erreur colossale de les considérer comme acquises.

* Gilles Grin est le directeur de la Fondation Jean Monnet pour l'Europe à Lausanne.

Il est par ailleurs chargé de cours à l'Université de Lausanne et académicien correspondant pour la Suisse de l'Académie royale des sciences économiques et financières de l'Institut d'Espagne.

Il s'exprime en son propre nom et ses propos n'engagent pas ses institutions d'affiliation.



Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°7 | Octobre 2024

PERSONNALITÉS PRÉSENTES À LA CONFÉRENCE DONT LES PROPOS ONT ÉTÉ REPRIS (NOMMÉMENT OU NON) DANS LE PRÉSENT PAPIER

Anne Appelbaum.....	Historienne lauréate du prix Pulitzer, journaliste et commentatrice
Gabriel Attal	Ancien Premier ministre de la République française
Carl Bildt	Ancien ministre des Affaires étrangères et ancien Premier ministre de Suède
Kyrylo Budanov	Lieutenant général de l'armée ukrainienne, chef du renseignement militaire
Wesley Clark.....	Président de Wesley K. Clark & Associate, ancien général de l'armée américaine
Niall Ferguson.....	Senior Fellow à l'Université Stanford
Christian Freuding	Général de division, directeur du Joint Planning and Command Staff au ministère de la Défense de la République fédérale d'Allemagne
Francis Fukuyama.....	Senior Fellow à l'Université Stanford
German Galushchenko.....	Ministre de l'Énergie de l'Ukraine
Lindsey Graham.....	Sénateur des États-Unis
Yuval Harari	Historien et professeur à l'Université hébraïque de Jérusalem
Wolfgang Ischinger.....	Président du Conseil de fondation de la Conférence sur la sécurité de Munich
Boris Johnson	Ancien Premier ministre du Royaume-Uni
Oleksandr Kamyshin.....	Conseiller du président de l'Ukraine pour les questions stratégiques
Alar Karis	Président de la République d'Estonie
Aleksander Kwasniewski	Ancien président de la République de Pologne, président du Conseil de la Yalta European Strategy (YES)
Gabrielius Landsbergis	Ministre des Affaires étrangères de Lituanie
Rebecca Lissner	Adjointe du conseiller à la sécurité nationale de la vice-présidente des États-Unis
Oleksandr Lytvynenko.....	Secrétaire du Conseil national de sécurité et de défense ukrainien
Sanna Marin	Ancienne Première ministre de Finlande
Kajsa Ollongren	Ancienne ministre de la Défense des Pays-Bas
David Petraeus	Partenaire et président de l'Institut global KKR, ancien



Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°7 | Octobre 2024

.....	général de l'armée américaine, ancien directeur de la CIA
Victor Pinchuk	Fondateur de la Yalta European Strategy (YES)
Mike Pompeo	Ancien secrétaire d'État des États-Unis, ancien directeur
.....	de la CIA
Troels Lund Poulsen	Ministre de la Défense du Danemark
Andriy Pyshnyy	Gouverneur de la Banque nationale d'Ukraine
Condoleezza Rice.....	Ancienne secrétaire d'État des États-Unis, ancienne
.....	conseillère à la sécurité nationale
Moritz Schularick.....	Président du Kiel Institute for the World Economy
Denys Shmyhal	Premier ministre de l'Ukraine
Radosław Sikorski.....	Ministre des Affaires étrangères de Pologne
Timothy Snyder	Professeur d'histoire et d'affaires globales à l'Université
.....	Yale
Ruslan Stefanchuk.....	Président de la Verkhovna Rada (parlement) de l'Ukraine
Olha Stefanishyna	Vice-Première ministre pour l'intégration
.....	européenne et euro atlantique, ministre de la Justice
.....	de l'Ukraine
Jake Sullivan	Conseiller à la sécurité nationale des États-Unis
Andrii Sybiha	Ministre des Affaires étrangères de l'Ukraine
Gillian Tett	Journaliste, Financial Times
Rustem Umerov	Ministre de la Défense de l'Ukraine
Andrii Yermak.....	Chef du bureau du président de l'Ukraine
Fareed Zakaria.....	Journaliste, CNN
Volodymyr Zelenski	Président de l'Ukraine
Ihor Zhovkva.....	Chef adjoint du bureau du président de l'Ukraine



Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°7 | Octobre 2024

¹ Le site Internet de la Yalta European Strategy est le suivant : <https://yes-ukraine.org/>

Pour un compte rendu de la réunion 2023, voir : [Gilles Grin. *Train de nuit pour Kyiv*. Lausanne, Fondation Jean Monnet pour l'Europe, Collection débats et documents, no 30, octobre 2023, 36 p.](#)

² Le livre de Lucian Kim qui paraîtra en décembre 2024 auprès de Columbia University Press s'intitule [Putin's Revenge: Why Russia Invaded Ukraine](#).

³ Voir : [Robert Belot. *Vladimir Poutine ou la falsification de l'Histoire comme arme de guerre*. Lausanne, Fondation Jean Monnet pour l'Europe, Collection débats et documents, no 34, mars 2024, 80 p.](#)

⁴ *Ibid.*

⁵ Voir le nouveau livre du professeur de Yale : Timothy Snyder. *On Freedom*. New York, Crown, 2024, XX-347 p.

⁶ Anne Applebaum. *Autocracy, Inc. The Dictators Who Want to Run the World*. London, Allen Lane, 2024, 228 p.

⁷ Voir le nouveau livre du journaliste de CNN : Fareed Zakaria. *Age of Revolutions: Progress and Backlash from 1600 to the Present*. New York, London, W. W. Norton & Company, 2024, XII-383 p.